



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.96/846/Part III/5
17 juillet 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME
DU HAUT COMMISSAIRE

Quarante-sixième session

ACTIVITES DU HCR FINANCEES PAR LES FONDS CONSTITUES AU MOYEN
DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES : RAPPORT POUR 1994-1995
ET PROJET DE BUDGETS-PROGRAMMES POUR 1996

PARTIE III. EUROPE

Section 5 - Programmes régionaux spéciaux
Ex-Yougoslavie

(document soumis par le Haut Commissaire)

ANCIENNE YUGOSLAVIE



Bureaux du HCR



Secteurs ONU

III.5 PROGRAMMES REGIONAUX SPECIAUX EX-YOUGOSLAVIE

1. Population bénéficiaire

1. Au 31 décembre 1994, la population bénéficiaire cible assistée au titre de l'Opération spéciale pour l'ex-Yougoslavie s'établissait à plus de 3,5 millions de réfugiés, de personnes déplacées ou touchées par la guerre dans la région. Le tableau ci-après en donne la répartition :

	<u>Réfugiés</u>	<u>Personnes déplacées</u>	<u>Personnes touchées par la guerre</u>
Bosnie-Herzégovine	--	1 282 587	1 456 732
Croatie	183 600	307 000	--
République fédérative de Yougoslavie	195 460	--	76 000
Slovénie	29 150	--	--
Ex-République yougoslave de Macédoine	8 000	--	10 000
<u>Totaux</u>	416 210	1 589 587	1 542 732

2. En Bosnie-Herzégovine, le Programme alimentaire mondial (PAM) prévoyait la distribution de rations à 1,4 million de personnes à compter d'août 1994; ces rations ont été réparties entre de plus nombreuses catégories de bénéficiaires, allant des cas vulnérables aux personnes ne nécessitant que des rations d'appoint. Au cours du deuxième semestre de 1994 et du premier trimestre 1995, on a enregistré une diminution de la population assistée dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Slovénie et dans la République fédérative de Yougoslavie.

3. La population cible diminuera encore jusqu'au chiffre de 2,1 millions pour le deuxième semestre de 1995. Les chiffres restent inchangés pour la Bosnie-Herzégovine et la Croatie alors que pour la République fédérative de Yougoslavie ils descendront à 185 000, en Slovénie à 27 500 et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine à 7 000. Ces chiffres tiennent compte de l'interruption de l'assistance aux cas sociaux nationaux à compter du 30 juin 1995 dans la République fédérative de Yougoslavie et l'ex-République yougoslave de Macédoine. Le HCR maintient ses prestations d'appui à un petit groupe de réfugiés d'autres nationalités relevant de

son mandat au titre des Programmes généraux en République fédérative de Yougoslavie.

2. Faits nouveaux survenus en 1994 et 1995

4. Les événements survenus au printemps 1994 ont fait naître l'espoir d'une solution pacifique prochaine dans la région. Le siège de Sarajevo a été levé et un accord a été conclu entre le Gouvernement bosniaque et les Croates, comportant un cessez-le-feu. Un cessez-le-feu a aussi été conclu entre le Gouvernement de la Croatie et les autorités serbes dans les anciennes zones protégées par les Nations Unies (ZPNU). L'accès à la population cible est devenu plus facile et les échanges commerciaux ont repris dans le centre de la Bosnie. A la suite de récoltes satisfaisantes et d'une enquête menée conjointement par la FAO et le PAM, les prévisions de livraisons de produits alimentaires de base ont été révisées vers le bas dans toutes les républiques. A l'exception de quelques zones à problèmes, la situation s'est stabilisée. Cette évolution a induit une révision à la baisse de l'objectif financier du HCR pour 1994, ramené de 338 millions à 252 millions de dollars E.-U., diminution dont tient compte l'appel révisé interinstitutions pour l'ex-Yougoslavie lancé en septembre 1994. Cette révision budgétaire concerne tous les secteurs d'assistance.

5. Dès l'automne 1994, il est clairement apparu que l'assistance humanitaire devrait être maintenue pendant un troisième hiver de conflit. A l'extérieur du secteur fédéré, en Bosnie centrale, de nouvelles violations des droits de l'homme ont été commises, à l'encontre, en particulier, de minorités ethniques. On a assisté à une recrudescence des activités militaires dans plusieurs régions et des tensions ont réapparu à l'intérieur du secteur fédéré. Dans la poche de Bihac, les combats se sont intensifiés entre les forces séparatistes et les forces gouvernementales bosniaques. L'accès a de nouveau été gêné par l'obstruction des voies de passage des convois et une détérioration des conditions de sécurité préjudiciable aux communications terrestres et aériennes avec la République. Des combats dans l'enclave de Bihac ont provoqué l'exode de 30 000 réfugiés vers l'ancienne zone protégée par les Nations Unies, dans le nord, où ils ont bénéficié d'une assistance temporaire jusqu'au retour dans leurs foyers du plus grand nombre, en décembre 1994, à la suite d'une offensive victorieuse des forces séparatistes. Des musulmans bosniaques venus du nord de la Bosnie-Herzégovine ont continué à chercher asile en Croatie, fuyant l'épuration ethnique dans la région de Banja Luka.

6. L'année 1995 a débuté avec un accord de cessation des hostilités entre le Gouvernement bosniaque et les autorités serbo-bosniaques. L'accalmie qui s'est ensuivie a permis de maintenir la plupart des activités d'assistance, sauf dans le secteur de Bihac. Toutefois, dès l'arrivée du printemps, les hostilités ont recommencé avec la reprise des activités militaires le long des lignes de confrontation en Bosnie-Herzégovine. Ni le Gouvernement ni les autorités serbes n'ont consenti à proroger l'accord de cessation des hostilités. L'accès est devenu de plus en plus resserré, ce qui a compromis les livraisons de denrées alimentaires et autres secours d'urgence, notamment à Sarajevo où le pont aérien est suspendu depuis le 8 avril. Il y a eu aussi pénurie d'approvisionnement en produits alimentaires et autres fournitures

dans les enclaves de l'est, en particulier à Bihac où les entrepôts étaient pratiquement vides à la mi-mai.

7. Le 1er mai, les forces armées croates ont lancé une attaque dans l'ouest de la Slovénie (Secteur ouest). Alors qu'elles se retiraient de la "Krajina", les forces serbes ont bombardé plusieurs villes croates, y compris Zagreb. Durant les premiers jours des combats, quelque 7 000 personnes, pratiquement toutes d'origine serbe, ont cherché refuge dans le nord de la Bosnie (région de Banja Luka).

8. Le 3 mai, un accord de cessation des hostilités est entré en vigueur après la tenue de négociations entre le Représentant spécial du Secrétaire général et les parties au conflit, donnant, entre autres, la possibilité à tous les civils et personnels militaires qui le souhaitaient de quitter le Secteur ouest sous le contrôle de l'ONU. Le 26 mai, 2 138 personnes étaient ainsi parties pour le nord de la Bosnie, le rôle du HCR se limitant à contrôler le caractère spontané des départs. On estime à 11 000 le nombre des personnes qui auraient quitté le Secteur ouest pour se rendre dans le Secteur nord depuis le 10 mai. Du fait des combats et de l'arrivée de réfugiés dans le nord de la Bosnie, la situation s'est considérablement détériorée, en particulier pour la minorité croate dont beaucoup de membres ont exprimé le souhait de quitter le secteur, ce qui était impossible début juin du fait du maintien de la fermeture de la frontière avec la Croatie. Un groupe d'environ 200 personnes s'est rendu dans la région centrale de la Bosnie-Herzégovine. Le HCR a aussi été informé de quelques départs de réfugiés à partir du Secteur ouest, dans le nord de la Bosnie, vers d'autres parties de la Bosnie-Herzégovine contrôlées par les Serbes; environ 4 000 autres, à destination du Secteur est, ont transité par la République fédérative de Yougoslavie et de 1 500 à 2 000 y seraient restés.

9. La situation des réfugiés dans le secteur de Banja Luka s'est aussi aggravée à la suite de l'arrivée d'environ 2 500 personnes déplacées fuyant de nouveaux combats dans la zone de Bihac/Ripac dus à l'avancée de l'armée bosniaque.

3. Programmes par pays pour 1996

10. Depuis son institution, en 1992, le Programme d'assistance du HCR dans l'ex-Yougoslavie a été modelé au gré des événements politiques et militaires. En Bosnie-Herzégovine et en Croatie, le HCR maintient son plan d'intervention spéciale pour faire face à toute éventualité, alors qu'en Slovénie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine les prestations traditionnelles de soins et d'assistance sont assurées. En tant que chef de file, le HCR continue en 1995 à jouer son rôle de coordonnateur des opérations d'assistance dans toutes les républiques; huit autres institutions de l'ONU participent à une opération interinstitutions et au lancement régulier, deux fois par an, d'appels de fonds. Une diminution des contributions a aussi influé sur la politique de planification du HCR et d'autres institutions.

a) Objectifs

11. En conséquence, en 1995, les objectifs d'assistance dans toutes les républiques ont concerné essentiellement les domaines de préoccupation ci-après : accès aux populations bénéficiaires et plans d'intervention spéciale; soutien aux institutions et aux organisations locales pour améliorer leur capacité d'action; soutien logistique; gestion de l'assistance; fourniture de denrées alimentaires fraîches, d'ustensiles ménagers et d'articles et produits hygiéniques et promotion de leur production locale; mise en oeuvre de la stratégie de préparation à l'hiver; services d'appui et travaux de réparation pour les centres collectifs; soutien aux arrangements d'hébergement familial; soutien aux soins de santé primaires et spécialisés et aux établissements d'enseignement et services communautaires. La plupart des programmes tiennent spécialement compte des besoins spécifiques des femmes, des enfants et des personnes âgées et autres groupes vulnérables particulièrement touchés par ce conflit armé douloureux. Cette guerre prolongée a créé une situation éprouvante et tragique pour les familles séparées. Les familles d'accueil mises à contribution depuis plus de trois ans ne sont plus, dans bien des cas, en mesure d'aider leurs hôtes.

12. Un ralentissement des activités risque d'intervenir dans deux secteurs majeurs. Il est à craindre, d'une part, que le PAM ne puisse plus assurer d'approvisionnements alimentaires au cours des prochains mois, et d'autre part, que les contributions bilatérales aux opérations de convois diminuent, ce qui réduira la capacité du HCR d'assurer des livraisons régulières de vivres et d'articles non alimentaires et un soutien logistique à d'autres institutions de l'ONU. La capacité d'entreposage dans la région aura diminué de plus de 30 % en juillet 1995. Le HCR envisage de maintenir son soutien au pont aérien à destination de Sarajevo à partir d'Ancona (Italie) et à l'opération de largage aérien à partir de Ramstein (Allemagne) qui n'a pas encore fonctionné en 1995. De plus, si les conditions de travail restent insoutenables pour les organisations humanitaires, le HCR et ses partenaires d'exécution se verront contraints de suspendre non seulement les livraisons d'articles de secours mais aussi les projets et services envisagés pour la population cible.

13. Sur l'ensemble du territoire de l'ex-Yougoslavie, l'évaluation des besoins et la révision du nombre de bénéficiaires représentent un élément important du programme pour 1995. Dans toutes les républiques, la population cible est étroitement suivie avec le soutien d'institutions gouvernementales et indépendantes. En 1995, le programme de distribution de semences a été exécuté par la FAO. Il est envisagé de répéter l'enquête conjointe FAO/PAM effectuée en 1994 pour évaluer l'impact des récoltes de 1995 et de la situation économique sur le programme d'aide alimentaire en Bosnie-Herzégovine. Les organismes des Nations Unies et les ONG sont toujours soumis aux procédures d'autorisation découlant des sanctions édictées par les Nations Unies pour les secours destinés à la République fédérative de Yougoslavie et les articles en transit vers la région Est de la Bosnie-Herzégovine ainsi que pour les secours acheminés de la Croatie vers des zones contrôlées par les Serbes de Bosnie.

14. Le HCR continuera de jouer son important rôle de protection dans la région en collaboration avec d'autres institutions, en particulier le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Indépendamment de ses activités traditionnelles, le HCR s'intéresse de très près aux persécutions dirigées contre les minorités et, le cas échéant, aide à leur évacuation. Il est prévu que des séminaires de formation seront organisés à l'intention du personnel des services gouvernementaux et des ONG dans l'ensemble de la région en 1995.

15. Le HCR maintient la position qu'il a indiquée en juin 1994 au sujet des rapatriements librement consentis. Alors que des rapatriements spontanés ont eu lieu vers la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, à la fois en provenance de pays extérieurs à l'ex-Yougoslavie et à l'intérieur de la région, le HCR n'a pas organisé de programme de rapatriement et n'a pas l'intention de le faire avant que soient assurées les conditions propres à encourager le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans la sécurité et la dignité. Une campagne d'information destinée à fournir des informations à jour aux rapatriés en Bosnie-Herzégovine est restée à l'état de projet en raison de la détérioration de la situation dans la République.

16. Au niveau local, le HCR continuera d'aider quelques milliers de Croates déplacés à rentrer chez eux à l'intérieur de la Dalmatie et à soutenir des programmes de réinstallation provisoire dans des pays tiers. On compte qu'environ 10 000 personnes bénéficieront du programme de départs organisés en 1995. L'Opération "RÉUNion" continue de faire appel aux techniques modernes pour retrouver les mineurs non accompagnés qui se trouvent séparés de leur famille par suite du chaos engendré par la guerre.

b) Budgets proposés pour 1996

i) Programmes généraux

17. On espère qu'en Slovénie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine la situation demeurera stable, avec une diminution progressive de la population bénéficiaire. Le HCR assurera des prestations de soins et d'assistance aux réfugiés pour lesquels une solution durable ne peut être trouvée, en particulier en Slovénie où les réfugiés devraient pouvoir obtenir temporairement le droit de travailler. Le HCR continuera d'assurer son rôle de protection dans ces deux républiques et son programme d'assistance sera centré sur des projets générateurs de revenus et des activités d'éducation et de soutien aux groupes vulnérables. Il est donc proposé d'imputer en 1996 les programmes d'assistance du HCR en Slovénie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine au budget des Programmes généraux.

18. En 1996, le HCR continuera d'aider et de réinstaller en République fédérative de Yougoslavie un petit groupe de réfugiés relevant de son mandat et se trouvant à l'extérieur de l'ex-Yougoslavie, au titre des Programmes généraux pour 1996. Le même niveau de financement que celui demandé pour 1995 est prévu pour 1996.

ii) Programmes spéciaux

19. Au moment de la rédaction du présent document, certains fonctionnaires du HCR avaient dû être évacués de Bosnie-Herzégovine, en raison de la grave détérioration de la situation. Comme il n'est pas possible de prédire ce qui se passera en 1996, il est très difficile d'établir un plan détaillé en ce qui concerne l'assistance humanitaire. En Croatie la situation est aussi très changeante et en République fédérative de Yougoslavie on constate de nouvelles arrivées qui peuvent encore augmenter dans les mois à venir si le conflit continue de s'aggraver.

20. Si le conflit perdure un quatrième hiver, le HCR aura à faire face à des besoins humanitaires. Si on arrive à maîtriser la situation, le programme d'assistance sera maintenu au même niveau. Les dispositions d'intervention d'urgence prévues dans le programme pour 1995 seront maintenues en 1996. En Croatie et dans la République fédérative de Yougoslavie, s'il n'y a pas d'exodes massifs de réfugiés de Bosnie-Herzégovine, les fonds demandés resteront au même niveau en 1996. Les objectifs restent les mêmes que ceux visés en 1995, avec une plus grande polarisation sur les activités destinées à aider les institutions et organismes non gouvernementaux locaux à améliorer leur capacité d'action, et sur les solutions durables ou l'autosuffisance si possible. Dans l'éventualité d'un programme de rapatriement massif et organisé, le HCR aurait un rôle très important à jouer. Les besoins précis pour 1996 ne sont donc pas encore connus. Un exercice de planification pour 1996 sera entrepris au cours du deuxième semestre de 1995.

c) Partenaires d'exécution

21. Une soixantaine de partenaires d'exécution collaborent avec le HCR en 1995, dont des services gouvernementaux, des organisations non gouvernementales internationales et locales. Des réunions de coordination ont lieu régulièrement dans les principales localités avec la participation des partenaires du HCR et les représentants d'autres organisations non gouvernementales. Certaines de ces organisations soutiennent les projets du HCR depuis 1992 et ont ainsi acquis une expérience précieuse dans les zones de conflit. Le principal objectif a été de former et de renforcer le personnel des ONG locales pour qu'il puisse assumer de plus en plus de responsabilités dans tous les secteurs d'assistance. On compte que nombre de ces partenaires continueront de collaborer avec le HCR en 1996.

i) Forces de maintien de la paix des Nations Unies

22. Le HCR a aussi financé un projet avec la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) pour la remise en état des routes empruntées par les convois humanitaires. Il a bénéficié d'un soutien appréciable dans ses activités d'assistance humanitaire en Bosnie-Herzégovine coordonnées avec l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie (ONURC).

d) Coûts afférents à l'exécution du programme et à l'appui administratif

23. Les variations dues à des modifications des paramètres budgétaires ne sont pas examinées dans l'analyse qui suit [voir Présentation générale des activités du HCR, première partie (A/AC.96/845)].

i) Dépenses engagées en 1994 (toutes sources de financement)

24. En 1994, les dépenses ont été inférieures aux estimations révisées à la suite d'une réduction générale du programme, comme on l'explique ci-dessus. Des économies ont été réalisées du fait du non-pourvoi de postes vacants et du report de tous les achats d'équipements, à l'exception des plus essentiels.

ii) Estimations révisées pour 1995 (toutes sources de financement)

25. Les estimations révisées pour 1995 au titre des coûts afférents à l'exécution du programme et à l'appui administratif sont inférieures aux estimations initiales, du fait essentiellement d'importantes réductions de personnel dans toutes les régions de l'ex-Yougoslavie, ce qui s'est aussi traduit par une diminution importante des dépenses de fonctionnement.

iii) Estimations initiales pour 1996 (toutes sources de financement)

26. Etant donné l'instabilité de la situation en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, qui a aussi d'importantes répercussions sur la situation en République fédérative de Yougoslavie, il est impossible de prédire, à ce stade, les besoins précis pour ces pays.

27. Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Slovénie, où la situation est plus stable, il est proposé d'imputer les coûts afférents à l'exécution du programme et à l'appui administratif pour 1996 au poste Programmes généraux. Dans les deux cas, les estimations ne sont pas très différentes des estimations révisées pour 1995, et comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel pour les neuf fonctionnaires en poste dans chaque bureau, les frais de voyage, ainsi que les dépenses générales de fonctionnement des bureaux de Skopje et de Ljubljana.

DEPENSES DU HCR DANS L'EX-YOUGOSLAVIE
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

1994	1995		1996	
Montant engagé	Allocation approuvée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour 1994	Allocation révisée demandée	Source des fonds et type d'assistance	Allocation proposée/projection
PROGRAMMES GENERAUX (1)				
195,9	137,5	211,8	SOINS ET ENTRETIEN - République fédérative de Yougoslavie - Ex-république yougoslave de Macédoine - Slovénie	211,8 2 110,0 2 330,0
4,2 <u>a/</u>	-	-	RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI	-
9,7 <u>b/</u>	14,6	-	REINSTALLATION	-
-	-	-	EXECUTION DU PROGRAMME voir Présentation générale, tableaux (Partie II)	471,3
-	-	-	- Ex-République yougoslave de Macédoine - Slovénie	419,8
209,8	152,1	211,8	Total partiel, opérations	5 542,9
-	-	-	APPUI ADMINISTRATIF voir annexes I b et II b	33,4
-	-	-	- Ex-République yougoslave de Macédoine - Slovénie	42,2
209,8	152,1	211,8	TOTAL (1)	5 618,5
PROGRAMMES SPECIAUX				
190 215,8	257 778,3	123 102,9	AIDE HUMANITAIRE AUX PERSONNES DEPLACEES DE L'EX-YOUGOSLAVIE	- <u>c/</u>
32 050,1	33 979,2	25 475,9	EXECUTION DU PROGRAMME Voir Présentation générale, tableaux (Partie II)	413,5 <u>c/</u>
3 544,6	4 726,7	3 480,6	APPUI ADMINISTRATIF Voir Présentation générale, tableaux (Partie II)	66,1 <u>c/</u>
462,4	-	-	AUTRES FONDS FIDUCIAIRES	-
42,1	81,0	70,0	APPUI ADMINISTRATIF Administrateur auxiliaire Voir Présentation générale, tableaux (Partie II)	-
226 315,0	296 565,2	152 129,4	TOTAL (2)	479,6
226 524,8	296 717,3	152 341,2	TOTAL GENERAL (1 + 2)	6 098,1

a/ Engagement imputé sur "Autres programmes".

b/ Y compris 2 350 dollars E.-U. imputés sur "Autres programmes".

c/ Estimations totales non encore établies.
